

Québec Solidaire

Mon nom est Fabien Tremblay. Je vous écris au nom de Québec solidaire, en réponse à la demande d'engagement que vous nous avez soumise.

Voici les réponses de ma formation politique.

Appuyez-vous une privatisation partielle ou complète de la SAQ dès le premier mandat?

Non. La plateforme 2026 de Québec solidaire ne prévoit pas de privatisation partielle ou complète de la SAQ dans un premier mandat.

Si votre parti était élu, quelle serait votre vision concrète du marché de l'alcool dans dix ans: maintien du modèle actuel de la SAQ, ouverture graduelle au marché ou privatisation complète?

Le programme de Québec solidaire ne prévoit pas non plus de changement au modèle actuel de la SAQ à plus long terme. Québec solidaire est cependant ouvert à l'innovation dans les pratiques de la SAQ, dans la mesure où elles favorisent l'économie et la main-d'œuvre locale et protègent la santé publique des Québécois et Québécoises.

Par exemple, la députée solidaire de Verdun, Alejandra Zaga Mendez, a fortement critiqué la décision de la SAQ de confier à la multinationale Uber plutôt qu'à l'entreprise québécoise Eva le contrat du projet pilote de livraison de la SAQ.

La libéralisation du marché de l'alcool pourrait entraîner une augmentation des points de vente sur le territoire québécois. Quelles mesures, le cas échéant, votre parti envisagerait-il en matière de santé publique?

Pour Québec solidaire, l'État a la responsabilité d'être le garant de la santé publique des Québécois et des Québécoises. Puisque toute mesure qui augmente l'accessibilité et la vente d'alcool pose des enjeux de santé publique, Québec solidaire est favorable à l'évaluation d'impacts sur la santé publique avant la mise en œuvre de telles mesures.

Selon vous, quel est le meilleur moyen de protéger les consommateurs québécois?

La vision solidaire de la santé publique repose d'abord et avant tout sur la prévention. Québec solidaire estime que toute mesure susceptible de prévenir les impacts de santé publique à long terme, notamment l'inclusion de politiques de responsabilité sociale dans les mandats des sociétés d'État, mérite d'être sérieusement considérée.

De plus, Québec solidaire estime que la SAQ doit faire preuve de davantage de transparence, notamment dans sa gestion des fonds publics et dans ses intentions de préserver les emplois au Québec.

Selon vous, y a-t-il plus d'avantages ou d'inconvénients à conserver une société d'État (la SAQ) pour effectuer le commerce de l'alcool au Québec?

Québec solidaire ne possède pas de positionnement officiel sur la conservation de la SAQ pour effectuer le commerce de l'alcool au Québec. Toutefois, un des principaux avantages d'une société d'État est qu'il est possible d'intégrer d'autres considérations (sociales, de santé publique, environnementales) que celles financières dans son mandat, afin de s'en servir comme levier de changement social et de protection du public.